

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 30/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VENATOR Pigments France

203, route de Wervicq
BP 50017
59559 Comines

Références : 2025_03_18_Venator_Comines_PPC
Code AIOT : 0007000987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement VENATOR Pigments France implanté 203, route de Wervicq BP 50017 59559 Comines. L'inspection a été annoncée le 25/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENATOR Pigments France
- 203, route de Wervicq BP 50017 59559 Comines
- Code AIOT : 0007000987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Venator Pigments France de Comines fabrique des pigments inorganiques, principalement le bleu outremer. La coloration des matières plastiques est la principale utilisation des pigments qui sont également employés dans l'industrie cosmétique, ainsi que pour la production de revêtements de surfaces.

L'établissement emploie 115 personnes.

L'usine est implantée à l'Est de la commune de Comines, sur un terrain de 5,3 ha classé en zone UF. La commune de Wervik (Belgique) est dans un rayon de 3 km autour du site.

L'environnement proche du site est constitué par :

- au nord du site, la Lys, frontière naturelle entre la France et la Belgique ;
- au nord-est du site, le parc de Balokken (Wervik-Belgique), îlot de 36 hectares entre deux bras de la Lys ;
- à l'est et à l'ouest du site, des activités industrielles ;
- au sud du site, des habitations et des champs.

Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement Venator Pigments France de Comines est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 26/11/2008. La liste des installations autorisées sur le site de Comines a été mise à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 29/06/2018.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. Parmi les rubriques « 3000 » qui concernent les installations ou équipements visés à l'annexe I de la directive 2010/75/UE, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3420-e (fabrication en quantité industrielle de pigments inorganiques) avec une capacité maximale de fabrication de 7 650 t/an de bleu outremer et dérivés.

Le bleu outremer s'obtient à partir d'un mélange de kaolin, de soufre et de carbonate de soude qui subissent des transformations physico-chimiques dans des fours de calcination. Les briques de bleu outremer brut sont ensuite concassées à la sortie du four, puis mises en suspension dans l'eau chaude avec de la soude avant de subir un traitement : épuration, broyage et classification granulométrique en phase humide (centrifugeuses avec dépoussiéreurs) puis séchage.

Les fumées des fours de calcination sont traitées par l'unité de désulfuration SULFOX. En fin de circuit de traitement, les gaz épurés sont rejetés à l'atmosphère à la cheminée en briques (hauteur 85 m).

Le principe de la désulfuration est le traitement par oxydation catalytique des effluents gazeux.

L'installation de désulfuration comporte 3 brûleurs :

- le brûleur à l'entrée (H200) qui réchauffe les gaz des carneaux,
- le brûleur avant le réacteur d'oxydation (H406) qui garantit la température minimale nécessaire à la réaction d'oxydation catalytique,
- le brûleur avant la cheminée (H700) qui garantit un point de rosée assez haut pour les gaz épurés en sortie.

Les émissions sont captées et traitées pendant toute la durée du process de calcination (le cycle complet de production d'un four dure près de 3 semaines, avec une descente progressive de la température brûleurs éteints). En cas de panne du SULFOX, les gaz de calcination sont directement rejetés à la grande cheminée (conduit n°1).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 03/11/2023, article 1 et 2	Demande d'action corrective	7 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 7.7.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Protections individuelles du personnel d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 7.7.3	Sans objet
4	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
5	Mesures dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 4	Sans objet
6	Points de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
7	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
8	Incidence des dépassements de VLE en poussières et SO ₂	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant prend en compte les constats des inspections précédentes et met en place des actions visant le retour à la conformité. Il travaille notamment sur la remise à niveau de sa station d'épuration, sur l'analyse des 18 émissaires non suivis jusqu'ici et sur l'impact des dépassements des valeurs limites réglementaires en poussières et SO₂.

L'exploitant doit mettre en place des actions correctives sur le suivi des installations de protection contre l'incendie, et mettre en place une réserve complémentaire en eau incendie ou justifier que les besoins en eaux du site sont satisfaits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : La société VENATOR PIGMENTS FRANCE, exploitant une installation de production de pigments minéraux située 203, route de Wervicq 59 660 Comines est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none">• l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 ainsi que l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2020 susvisés en levant les non-conformités mentionnées dans les rapports de vérification annuelle, et en faisant procéder à une nouvelle vérification des installations électriques et des installations de protection contre la foudre dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Lors de la visite d'inspection du 06/06/24, il avait également été demandé à l'exploitant de s'assurer que la visite prévue en juillet 2024 sur la foudre était bien une vérification complète et non visuelle uniquement.
Constats : Concernant le Q19 (vérification des installations électriques par thermographie infrarouge), l'exploitant indique que la société Bureau Veritas est intervenue les 7 et 8 janvier 2025. À la suite de ce passage, des actions ont été menées pour lever les non-conformités. Un second passage de Bureau Veritas les 22 et 28 janvier 2025 (rapport n°8116244/109/1rév1) a permis d'attester de la résolution de toutes les non-conformités constatées lors du contrôle réglementaire réalisé entre les 06 et 21 Juin 2024. Pour la partie Q18 (vérification périodique de l'ensemble des installations électriques), lors du contrôle du 18 juin 2024, 39 non-conformités avaient été relevées, dont 6 relatives aux zones ATEX. L'exploitant avait prévu le passage d'un expert Bureau Veritas en février 2025 pour réaliser la levée des réserves des 33 non-conformités non ATEX. Par mail du 6 février 2025, l'exploitant a transmis le rapport n°8116244/111/1 du 05/02/25 de levée de réserves. Il confirme la levée de 28 non-conformités (NC) sur les 39 relevées (dont 1 NC ATEX), ainsi que 3 levées partiellement. Les six actions restantes sur les NC hors ATEX sont : <ul style="list-style-type: none">• L'action n°1 : liée au dépoussiérage des armoires et coffrets et remplacement des serrures défectueuses : partiellement levée.• L'action n°3 : Bâtiment FOUR J-K-L-M-N-O : non levée car nécessite une amélioration de la continuité de la liaison au conducteur de protection de la scie circulaire• L'action n°25 : Bâtiment principal - Magasin PF FILTRAGE ENSACHAGE PF ZONE NAUTA 11 ET 12 : partiellement levée : Interrupteur différentiel remplacé par un disjoncteur différentiel 40A 30mA. Il doit être remplacé par un disjoncteur différentiel 32A 30mA comme demandé dans l'observation initiale.

- L'action n°28 : Bâtiment principal - Classification SF ZONE COMESSA 2 : non levée car il faut remplacer le disjoncteur PC triphasé par un modèle assurant le pouvoir de coupure (IK3=14kA).
- L'action n°35 - Bâtiment Laboratoire EL FM 215.51 DISTRIBUTION LABO : non levée car aucune protection 63A installée
- L'action n°38 consistant à raccorder à la liaison équipotentielle les chemins de câbles dans les bâtiments des fours : partiellement levée - l'action nécessite encore des zones à faire ou à améliorer pour que la NC puisse être complètement levée.

L'exploitant indiquait que la clôture de ces 6 actions était prévue pour fin mars 2025. Il mentionnait par ailleurs avoir pris l'attache de SPIE pour les 6 non-conformités ATEX et prévoyait que les 5 actions ATEX restantes pourraient être clôturées pour la fin avril 2025.

Lors de l'inspection, l'exploitant mentionne que :

- Sur les 6 actions non ATEX restantes, 5 actions sont clôturées. Un passage de Bureau Veritas est prévu le 28 mars 2025 pour attester de la levée de ces 5 non-conformités. La dernière action est encore en cours et porte sur le nettoyage et les coffrets (action estimée à 57 % de réalisation). L'exploitant précise qu'il y a 239 armoires sur le site et que le planning de nettoyage est réalisé fonction de la disponibilité des installations et des électriciens. La fin de cette action est prévue pour fin avril 2025 puis l'exploitant prévoit un nouveau passage de Bureau Veritas pour attester de la levée de cette NC.
- Pour les 5 non-conformités ATEX restantes, l'exploitant a établi un plan de mise en conformité. Ces 5 actions sont générales et ont mis en évidence une quarantaine de composants à changer. Une étude a été faite avec la société NEODYME. L'exploitant a consulté SPIE et Motoren et un chiffrage a été établi. Il a présenté les différents devis transmis. Considérant les délais d'approvisionnement, l'exploitant prévoit une mise en œuvre au cours de l'arrêt d'été, en août. Bureau Veritas procédera à une visite de levée des non-conformités en octobre 2025.

L'exploitant précise avoir pris du retard sur le délai de la mise en demeure concernant la partie ATEX car il a souhaité se faire appuyer par des spécialistes et procéder à une remise à niveau globale.

—
Pour l'aspect foudre, l'exploitant a transmis un rapport de contrôle de BCM foudre du 20/06/24 qui ne mentionnait pas de non-conformités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les rapports de levée de non-conformités de Bureau Veritas dès que possible. L'inspection ne propose pas de sanctions à ce stade considérant les engagements pris par l'exploitant. Une nouvelle visite d'inspection pourra utilement être programmée en cas de délais supplémentaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Protections individuelles du personnel d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 7.7.3

<p>Thème(s) : Risques accidentels, Appareils respiratoires autonomes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.</p> <p>Au moins trois appareils respiratoires autonomes et isolants d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques et deux combinaisons de protection chimique de type EN adaptée aux risques sont mis à disposition de toute personne de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.</p> <p>Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles. Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.</p> <p>Le site doit également disposer de gants et lunettes de protection et d'appareils portatifs de détection : 2 oxygénomètres dans l'atelier mécanique, 4 toximètres H2S (3 dans l'atelier mécanique, 1 dans l'atelier violet de Mn), 1 explosimètre dans l'atelier mécanique, 2 toximètres SO2 dans le laboratoire. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.</p> <p>_____</p> <p>Demande d'actions correctives de la visite du 06/06/24 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'exploitant répartit ses ARI sous deux secteurs en sens opposés selon la direction des vents sous un délai de 1 mois. 2. L'exploitant s'assure que tout le personnel le nécessitant ait accès aux détecteurs gaz. Par ailleurs, il liste le matériel disponible dans son établissement, et les emplacements auxquels ils peuvent être trouvés.
<p>Constats :</p> <p>La localisation des ARI a été revue. Il existe, le jour de la visite d'inspection, 4 box ARI au niveau de l'appentis à l'entrée de l'usine (garage), et 2 box ARI sous le garage à vélo.</p> <p>L'exploitant précise qu'il existe un contrat avec Industrial Scientific mis à jour en décembre 2024. Le site dispose de 29 détecteurs et de 2 stations de calibrage. Certains salariés ont leur matériel personnel; pour les autres, les détecteurs supplémentaires ainsi que les stations d'étalonnage sont situés au local maintenance.</p> <p>À chaque étalonnage, une détection de défaut est réalisée. En cas de défaut, l'opérateur en est informé et doit le notifier. Un appareil de remplacement est envoyé par Industrial Scientist.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/11/2023, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements azote et phosphore
Prescription contrôlée : <p>La SAS VENATOR PIGMENTS FRANCE, exploitant une installation de production de pigments minéraux située 203, route de Wervicq - 59660 Comines est mis en demeure, dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 susvisé.</p> <p>Afin de vérifier le respect de l'article 1 du présent arrêté, outre le retour global à la conformité dans le délai prévu à ce même article, la SAS VENATOR PIGMENTS FRANCE se conforme aux actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• rédaction et remise au préfet d'une étude technique visant à identifier les causes des dépassements des valeurs limites de rejets azote et phosphore : 3 mois ;• rédaction et remise au préfet d'une étude visant à identifier les solutions techniques à mettre en œuvre pour réduire ces rejets : 6 mois ;• mise en place de la solution technique retenue : 24 mois.
Constats : <p>L'exploitant a souhaité procéder à une révision globale de sa station d'épuration permettant à la fois de respecter les VLE en azote et phosphore (mise en demeure) mais également de respecter les futures VLE en DCO applicables à compter de 2026 (BREF WGC).</p> <p>Une étude a d'abord été menée en interne par Venator. Lors de celle-ci, l'exploitant a identifié l'origine des dépassements en azote et phosphore comme provenant de la production de violet de manganèse. Un diagnostic a également été réalisé avec le bureau d'études Ginger Burgeap. Puis, la société In Situ a réalisé un inventaire des solutions de traitement. Cette étude s'est terminée début décembre. Le rapport a été reçu par Venator la semaine précédant l'inspection. Les traitements prévus sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Violet de Manganèse : lait de chaux pour abattre le phosphore, décantation, puis évapoconcentrateur pour abattre l'azote et le reste du phosphore.• Eau bleu brut (chargé en DCO) → Ozonation (il y a eu deux essais de faisabilité, et un pilote va être installé pour dimensionner la colonne d'ozonation). <p>En parallèle, VENATOR a étudié la possibilité de réutiliser les sels et a conclu à la faisabilité de cette récupération tout en gardant une qualité équivalente de Violet de Manganèse. Venator mène également une étude de recyclage de condensat pour réduire les consommations d'eau et améliorer la qualité des pigments.</p> <p><u>Planning</u></p> <p>Le cahier des charges est prévu pour fin avril pour demande de cotation auprès de différents prestataires. Il est prévu 4 mois de délais de réponse des prestataires. Viendra ensuite l'analyse des offres et le passage des commandes.</p> <p>Le début des travaux est prévu pour novembre 2025 en priorisant au maximum la partie relative au violet de manganèse. La conformité globale de la STEP est attendue pour l'été 2026.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant justifiera de l'avancée du projet de manière régulière auprès de l'inspection des installations classées. Le respect de l'échéance fixée dans l'arrêté de mise en demeure devra être visé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 mois

N° 4 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses
Prescription contrôlée :
L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats :
Les 3 campagnes de mesure des PFAS ont été réalisées en mai, juin et juillet 2024 et renseignées sur l'outil GIDAF. Les campagnes ne mettent pas en évidence la présence de PFAS (résultats mentionnés comme étant inférieurs à la limite de quantification de 0,10 µg/l). L'indice AOF a été quantifié lors de 2 campagnes à des teneurs de 3,1 et 11 µg/l.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures dans l'environnement
Prescription contrôlée :
L'exploitant définit et met en œuvre des mesures dans l'environnement afin de vérifier la concentration en dioxyde de soufre dans l'environnement de son usine. A cette fin, les mesures sont réalisées en continu à proximité des lieux les plus susceptibles d'être touchés par les retombées de fumées provenant de l'usine Venator. Les modalités de réalisation des mesures sont présentées et soumises à l'approbation de l'inspection de l'environnement.
<p>_____</p> <p>Demande de l'inspection du 26/11/24 : le rapport Atmo sur les mesures de SO₂ dans l'environnement est à transmettre dans des délais brefs après la fin de la campagne de mesure (février 2025).</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le mail envoyé par ATMO le 10 février. Celui-ci prévient de l'arrêt de la campagne après 6 mois de fonctionnement. Il mentionne que la campagne s'est bien déroulée et que la convention prévoit un délai de 6 mois pour la remise du rapport.</p> <p>Aussi, le rapport final de la campagne de mesures ATMO sera transmis au maximum courant août 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport ATMO dès réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Points de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection 2023</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>—</p> <p>Demandes de la visite d'inspection du 26/11/24 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Il est demandé à l'exploitant de poursuivre sa démarche visant à être en capacité de réaliser des mesures sur l'ensemble de ses conduits de rejets ; 2. L'exploitant s'assure du respect des prescriptions de cet article et notamment, la bonne diffusion des gaz, l'absence de siphonnage et de points anguleux au débouché ou encore une variation lente continue de la section au débouché des cheminées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir sollicité Ginger qui lui a transmis, en décembre 2024, une proposition technique et financière pour l'implantation des points de mesure et la réalisation de ces mesures. Une visite préliminaire s'est tenue les 23 et 24 janvier 2025 pour vérifier l'accessibilité de chaque</p>

<p>point de mesurage.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir reçu un chiffrage et la proposition de 3 créneaux permettant de cibler les 18 émissaires. Sur les 18 émissaires non suivis aujourd'hui, seuls 16 feront l'objet d'un contrôle. En effet, l'un est associé à un sécheur arrêté (plus de rejet) et l'autre est difficile d'accès et les rejets sont identiques à un autre émissaire (cheminées COMESA, même process pour les deux émissaires).</p> <p>Les mesures sont prévues sur le mois d'avril et jusqu'au 5 mai. Après la réception et interprétation des mesures, l'exploitant indique qu'il mettra en œuvre les modifications éventuellement nécessaires pour garantir le respect des VLE associées au BREF WGC, reprises dans l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie au 12 décembre 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection les résultats obtenus sur cette campagne de mesure, ainsi que l'interprétation qu'il en fait. Si nécessaire, il associe à cet envoi un plan d'action pour garantir les VLE des BREF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Points de prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suites de l'inspection 2023</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>—</p> <p>Constats de l'inspection du 26/11/24 :</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a précisé que la rédaction d'une proposition technique et financière pour l'implantation des points de mesure et la réalisation de ces mesures démarrera en janvier 2025. L'objectif est de réaliser ces mesures au plus tard en décembre 2026, pour respecter les délais du BREF WGC (cf. point de contrôle précédent).</p>
<p>Constats :</p> <p>Cf. point de contrôle précédent</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Incidence des dépassements de VLE en poussières et SO₂

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Incidence des dépassements de VLE en poussières et SO ₂
Prescription contrôlée : L'exploitant produit et transmet à l'inspection, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, une évaluation de l'incidence, en termes de pollution de l'air à proximité de son site, des dépassements conséquents des valeurs limites d'émission régulièrement relevés sur les cheminées n°2 et 3 pour les paramètres poussières et dioxyde de soufre en tenant en compte le débit réel de la cheminée n°2. — Demande de l'inspection du 26/11/24 : L'exploitant transmet l'évaluation de cette incidence, en termes de pollution de l'air à proximité de son site, des dépassements poussières au plus tard au mois de mars 2025.
Constats : Lors de la dernière inspection, l'exploitant avait présenté son étude relative aux dépassements de SO ₂ mais n'avait pas encore réalisé l'étude relative aux poussières. Il avait cependant indiqué avoir engagé des actions visant à définir l'origine des dépassements en poussières et à réduire ses émissions. Il avait également indiqué avoir mandaté un bureau d'étude pour réaliser la modélisation de l'impact poussières. Une première réunion avait eu lieu en décembre 2024. L'exploitant s'était engagé, par courriel du 17 décembre, sur un début de réalisation de l'étude le 15 janvier 2025, étude prévue sur une durée de 6 semaines. Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a indiqué avoir reçu une proposition technico-commerciale de GINGER pour répondre aux dispositions prévues dans l'article 4 de l'APC du 31/01/23. La proposition visait une évaluation de l'incidence des dépassements de poussières au plus tard pour fin mars 2025. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir eu des échanges en visioconférence avec Ginger pour sélectionner les scénarii et avoir revu les valeurs de débit en cheminée pour s'assurer que les paramètres pris en compte soient corrects. Les modélisations étaient en cours de finalisation, le jour de la visite, et l'exploitant était en attente du projet de rapport pour relecture avant validation/transmission. L'étude menée porte sur les poussières et le SO ₂ . Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection, au plus tard sous un mois, les résultats de cette étude lorsqu'elle sera finalisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 7.7.4
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- De deux poteaux incendies publics, l'un au niveau de l'entrée principale d'un débit de 85 m³/h, l'autre au niveau de la deuxième entrée d'un débit de 95 m³/h,
- D'une réserve d'eau traitée de 300 m³. Cette réserve doit être équipée de 4 demi-raccords de 100 mm situés entre 0,50 et 0,80 m du sol. Les tenons doivent être positionnés verticalement. La réserve doit être signalée, balisée et accessible en permanence aux engins d'incendie et de secours. Elle doit faire l'objet d'une réception et d'essais par les services d'incendie et de secours,
- Deux générateurs de mousse anti-incendie, l'un dans le silo de soufre, l'autre dans la zone matières premières,
- D'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés,
- Deux lances à eaux dans le magasin et la zone expéditions,
- D'un système de détection automatique d'incendie dans les cabines HT, dans la salle des armoires électriques de l'unité de traitement des fumées,
- D'une réserve mobile de matériaux absorbants ininflammables et chimiquement neutres permettant l'absorption de 200 litres (un fût) de liquide,
- D'un conteneur de kaolin calciné, muni de pelles, placé à côté du poste de chargement du silo de soufre,
- D'un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage,
- D'une réserve d'eau incendie de 280 m³.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. Il lui incombe également de procéder à une mesure de débit cumulé des différents hydrants en fonctionnement simultané afin de vérifier que le volume d'eau nécessaire à la défense incendie, évalué à 278 m³ utilisables en deux heures, soit disponible.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant dispose de deux poteaux incendie publics à proximité de son site. Cependant, il n'a pas connaissance des débits délivrés par ces poteaux.

Le site est équipé de 4 RIA sur le site, dont 2 sont équipés d'émulseur (zone silo de soufre et zone matière première). Le silo de soufre n'est plus utilisé depuis environ 5 ans. Le dernier contrôle des RIA date de 2022, par la société SCUTUM et mentionne des problématiques sur 3 des 4 RIA : une fuite sur robinet diffuseur, un dévidoir bloqué, une fuite sur dévidoir. La périodicité de contrôle n'est pas respectée. L'exploitant précise cependant qu'un rendez-vous est prévu le lendemain avec la société SCUTUM pour une visite préalable à la réparation des deux générateurs de mousse. Par courriel du 19/03/25, l'exploitant indique que ces travaux sont prévus la semaine du 7

avril. L'exploitant a par ailleurs sollicité la mise en place d'un contrat annuel pour la vérification des RIA, comme cela est mis en place pour les extincteurs.

Les extincteurs ont fait l'objet d'un suivi le 12 juillet 2024. Le rapport d'intervention SCUTUM n°69610 a été présenté. L'exploitant précise que les extincteurs défectueux sont remplacés le jour même de l'intervention.

Concernant les systèmes de détection automatique d'incendie dans les cabines HT, dans la salle des armoires électriques de l'unité de traitement des fumées, l'exploitant indique qu'il existe un détecteur dans l'unité de désulfuration. Toute l'installation a été revue, l'exploitant a présenté le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) d'août 2024.

Finalement, l'arrêté prévoit une réserve d'eau traitée de 300 m³ ainsi qu'une réserve d'eau incendie de 280 m³. L'exploitant dispose d'une unique réserve d'eau de 300 m³. Il précise que les pompiers sont venus sur le site le matin de l'inspection afin de procéder aux essais des robinets. Un essai tous les 6 mois ou tous les ans a été préconisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant sollicite une mesure de débit des poteaux incendie pour s'assurer que ceux-ci sont conformes aux exigences de l'arrêté.

L'exploitant fait procéder au contrôle de ses RIA et transmet à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle sous 3 mois.

L'exploitant ne dispose pas des deux réserves d'eau incendie prescrites par l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008. Il indique ne pas connaître précisément les besoins en eau du site en cas d'incendie. L'exploitant recalculera ses besoins en eau et ses besoins en rétention et s'assurera qu'il dispose des moyens suffisants. Il justifie par ce calcul l'absence de la seconde réserve ou la nécessité de l'implanter. L'inspection des installations classées propose de mettre l'exploitant en demeure de respecter la disposition relative aux réserves d'eau incendie dans un délai de 6 mois. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure en ce sens est joint au présent rapport. L'exploitant précisera la fréquence prévue pour le contrôle des équipements de détection automatique incendie, et transmettra le prochain contrôle de vérification périodique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois